
Points clés

- Le nouveau document de politique nucléaire russe ne marque pas de rupture avec la doctrine de 2014. Malgré quelques passages sujets à interprétation, ce document permet de clarifier la position russe dans la perspective d'un effondrement du régime de maîtrise des armements nucléaires.

- Selon certains experts, Moscou doit cesser de manifester son intérêt pour le traité New START et refuser les conditions inacceptables proposées par Washington, comme un traité trilatéral avec la Chine ou la renonciation aux « super-armes » présentées en 2018. La période post-électorale aux États-Unis fin 2020 pourrait ouvrir la voie à des négociations plus constructives.

Nucléaire et dissuasion

Pour la rédaction de *Kommersant*, la doctrine sur « les Fondements de la politique de la Fédération de Russie en matière de dissuasion nucléaire » (signée en juin 2020) s'inscrit dans la continuité de la doctrine nucléaire de 2014, mais comprend aussi de nouveaux éléments. Notamment, l'utilisation de l'arme nucléaire est désormais possible dans deux cas de figure supplémentaires : premièrement, en cas de « réception d'informations fiables sur le lancement de missiles balistiques attaquant le territoire de la Russie ou de ses alliés ». P. Podvig, chercheur à l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, souligne qu'**aucun document de ce niveau n'avait jusqu'à présent évoqué la possibilité d'une riposte basée sur les informations provenant du système d'alerte précoce (*launch on warning*)**. Deuxièmement, une frappe nucléaire est envisagée en cas d'« atteinte (*vozdeïstvie*) aux sites nucléaires d'importance critique ». Pour A. Baklitski, du *PIR-Center*, cette formulation vague permet de nombreuses interprétations, et pourrait notamment s'appliquer aux cyber-attaques. Par ailleurs, une autre disposition nouvelle du document pourrait suggérer que Moscou a adopté le concept d'« escalade pour la désescalade » (frappes nucléaires tactiques visant à empêcher un conflit conventionnel). Cependant, selon P. Podvig, la logique de Moscou reste strictement dissuasive ; il ne s'agit pas de faire usage des armes nucléaires, mais de maintenir leurs capacités pour prévenir toute escalade (*Kommersant*, 3 juin 2020).

Pour V. Kachine, du Haut collège d'économie de Moscou, la publication, pour la première fois, d'un document relatif à la posture nucléaire russe (la version de 2010 était intégralement classifiée, NDLR) témoigne d'une volonté de transparence de la part de Moscou. Cette initiative serait dictée par l'effondrement inéluctable du régime de maîtrise des armements nucléaires et par l'anticipation d'un retour, dans ce domaine, à l'anarchie des années 1950-1960. Dans ce contexte, **la nouvelle doctrine nucléaire permet de clarifier la position russe et pourrait servir de base à un éventuel futur dialogue entre puissances nucléaires** (*Rossïa v globalnoi politike*, 4 juin 2020).

Pour l'expert en relations internationales (sans affiliation connue) V. Frolov, l'éventuel nouvel accord de contrôle des armes nucléaires récemment évoqué par le représentant américain M. Billingslea serait inacceptable pour la Russie. D'une part, un format trilatéral (Russie-Chine-États-Unis) ferait perdre à Moscou son rapport égalitaire avec Washington et serait moins favorable à la défense de ses intérêts qu'un cadre bilatéral. D'autre part, le nouvel accord imposerait à la Russie l'interdiction des nouvelles armes stratégiques présentées par V. Poutine en mars 2018. Dans ces conditions, **Moscou doit temporiser et cesser de manifester son intérêt pour la prolongation du traité New START**. À l'issue des élections présidentielles américaines de novembre 2020, si D. Trump est réélu, les deux parties pourront toujours conclure un accord de prorogation du traité actuel pour une durée limitée avant son expiration. Si le démocrate J. Biden l'emporte, les négociations pourraient reprendre rapidement de façon plus professionnelle, et la coopération exclusive entre les États-Unis et la Russie en matière de contrôle des armements devrait alors se poursuivre (*Republic*, 27 mai 2020).

A. Saveliev, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO) considère que Moscou n'aurait aucun intérêt à faire pression sur la Chine pour que celle-ci intègre les négociations sur le contrôle des armements nucléaires. **L'inclusion de la Chine dans un éventuel accord trilatéral aurait des**

● Points clés

Pour renforcer la flotte sous-marine malgré la crise économique, Moscou doit privilégier la modernisation des sous-marins et missiles existants et abandonner les projets coûteux dont l'utilité est douteuse.

- Les armes hypersoniques russes ont avant tout une fonction politique et « psychologique ».

conséquences politiques néfastes, car elle amènerait Moscou et Pékin à se considérer comme des adversaires nucléaires potentiels au même titre que Moscou et Washington (*Rossiia v globalnoi politike*, 15 juin 2020).

Un rapport rédigé par les experts du *PIR-Center* (dont son directeur D. Orlov) envisage **deux scénarios en cas de non-renouvellement du traité New START après 2021.**

1) Si Washington souhaite s'affranchir de toute contrainte dans le renforcement de son arsenal nucléaire, Moscou devra, pour sa part, affirmer sa détermination à respecter unilatéralement les seuils établis par l'accord New START. En revanche, l'échange d'informations sur l'état des forces nucléaires sera conditionné au respect par Washington de ces seuils. Moscou devra néanmoins se tenir prêt à des négociations et à un éventuel « retour en arrière ». 2) Si Washington souhaite sortir du New START, mais maintenir le *statu quo* et éventuellement renégocier un nouvel accord, les deux parties pourraient s'engager à ne pas augmenter leurs arsenaux au-delà des dispositions du traité, à poursuivre l'échange d'informations, voire à conserver le régime d'inspections. Ces dispositions devraient être formalisées par un traité politique et leur application nécessiterait la mise en place d'un organe consultatif bilatéral dédié (*PIR-Center*, 9 juin 2020).

Outil militaire : capacités et modernisation

Le journaliste de *Voïenno-Promychnyyi Kourier* M. Kalachnikov et le capitaine (R) V. Koulintchenko estiment que la flotte sous-marine russe risque de pâtir des restrictions budgétaires à venir. Dans ce contexte économique difficile, **Moscou doit renoncer aux projets « pharaoniques » inutiles comme la torpille *Poséidon* et le missile *Boulava* et se concentrer sur la modernisation des sous-marins et missiles mer-sols existants.** Dans la conception de nouveaux sous-marins, les exigences de qualité technique (notamment en matière radio-électronique) doivent primer sur la quantité (*Voïenno-Promychnyyi Kourier*, 26 mai 2020).

L'historien militaire d'*Izvestia* D. Boltnev estime que **Moscou mise principalement sur la modernisation des navires existants pour développer la flotte du Pacifique.** Il s'agit en particulier de rénover les petits navires lance-missiles (projet 1234), les grands navires anti-sous-marins (projet 1155) et les sous-marins nucléaires (projet 949A). À l'horizon 2030, de par ces efforts et le déploiement de nouveaux missiles performants, la flotte du Pacifique redeviendra une flotte océanique à part entière et devrait être plus puissante qu'à l'époque soviétique (*Izvestia*, 23 mai 2020).

Selon P. Louzine, **les armes hypersoniques russes jouent déjà un rôle psychologique et politique, mais leur pertinence militaire et leur date d'entrée en service restent incertaines.** S'agissant du missile hypersonique *Tsirkon*, il sera, au mieux, produit à quelques unités dans la décennie à venir. À court et moyen termes, les sous-marins et navires russes resteront équipés de missiles *Oniks* et *Kalibr*. L'intérêt du planeur hypersonique *Avangard* est incertain : d'une part, il nécessite un système de commande très complexe et sa fiabilité et sa précision sont limitées ; d'autre part, son poids et ses dimensions doivent encore être réduits. S'il ne change pas la donne en matière de dissuasion nucléaire, *Avangard* vise avant tout à entretenir une illusion de parité avec les États-Unis et à servir de « monnaie d'échange » dans les négociations russo-américaines (*Riddle*, 19 juin 2020).

Élites / *Siloviki*

A. Kolesnikov, du Centre Carnegie de Moscou, considère que les crises pétrolière et sanitaire traversées par la Russie ont révélé l'inefficacité du gouvernement et son absence de vision claire du développement futur du pays. Le contrat social par lequel l'État assure prestations de services et protection sociale à la population en échange du soutien politique a également été affaibli, en particulier auprès des entrepreneurs qui n'ont pas bénéficié d'aides attendues. Néanmoins, **malgré l'impact considérable de la double crise, sanitaire et économique, le régime conservera sa nature autoritaire et rentière, qui pourrait même se durcir.** À l'international, Moscou adoptera probablement une posture plus agressive, du moins dans le discours (*Centre Carnegie de Moscou*, 2 juin 2020).

Points clés

- Certains experts estiment que l'économie doit s'imposer comme le principal moteur de la politique étrangère russe. Ils plaident pour une restauration des relations avec les pays de l'Union européenne, une politique d'équilibre entre Moscou et Washington ainsi que la fin des engagements extérieurs desservant les intérêts russes.

- La Russie doit rester dans le traité Ciel ouvert, mais exiger des contreparties de ses partenaires européens, notamment sur la confidentialité des informations recueillies lors des vols. En parallèle, Moscou devrait promouvoir un nouveau régime multilatéral de contrôle des armements, y compris conventionnels, fondé sur la retenue et la transparence.

Contexte stratégique

S. Doubinine et E. Savostianov, membres du Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP), s'opposent aux préconisations de politique étrangère de l'expert S. Karaganov (notamment à l'idée d'un « nouveau non-alignement »), jugées peu pragmatiques. De fait, **l'économie doit constituer le moteur principal de la politique étrangère russe**. Pour assouplir les sanctions occidentales, Moscou doit adopter l'approche suivante : 1) apaiser les relations avec les partenaires étrangers en mettant un terme aux provocations verbales et à la course aux armements ; 2) poursuivre la recherche de consensus tous azimuts avec les pays d'Europe occidentale ; 3) interdire les manœuvres aériennes et navales dangereuses susceptibles de créer des incidents avec l'OTAN ; 4) faire preuve d'« égoïsme » géopolitique, éviter tout engagement en faveur de pays tiers si l'intégrité territoriale et la sécurité de la Russie ne sont pas en jeu ; 5) adopter une politique d'équidistance vis-à-vis de Washington et Pékin. Si un partenariat économique étroit avec la Chine est souhaitable, une union politico-militaire doit être exclue ; 6) proposer de nouvelles initiatives écologiques, comme un programme international de développement de l'Arctique (*Rossija v globalnoi politike*, 15 juin 2020).

Russie /Occident

D. Trenine, directeur du Centre Carnegie de Moscou, estime qu'en dépit du retrait des États-Unis, **la Russie doit rester dans le traité Ciel ouvert, gage de transparence et de prévisibilité entre les pays membres**. Les militaires russes et américains doivent maintenir les canaux de communication comme ils le font en Syrie pour limiter le risque d'incidents (déconfliction). Plus généralement, pour préserver la stabilité et la sécurité internationale malgré l'abandon successif des traités, **il est désormais nécessaire d'élaborer un régime global de contrôle des armements qui impliquerait les principales puissances militaires et s'étendrait aux technologies militaires déterminantes** de tous types, y compris conventionnelles (spatiales, hypersoniques, etc.) Ce nouveau régime inclurait la mise en place d'un système de communication entre les puissances et de mesures de transparence. En outre, il devrait se fonder sur une « culture stratégique de la retenue » (*sderžannost'*) (*Centre Carnegie de Moscou*, 25 mai 2020).

Pour A. Zagorski, de l'IMEMO, **une réponse possible au retrait américain du traité Ciel ouvert consisterait à demeurer dans l'accord, tout en exigeant des contreparties** auprès des partenaires européens. Une telle option permettrait de poursuivre les vols au-dessus du territoire des pays européens, mais aussi de créer un régime européen de transparence militaire qui renforcerait l'indépendance vis-à-vis des États-Unis des pays d'Europe occidentale. En contrepartie, il faudrait que ceux-ci s'engagent à ne pas communiquer à Washington les informations obtenues dans le cadre du traité, introduire des limites à la portée des vols au-dessus de la région de Kaliningrad et s'assurer que les mécanismes du traité ne soient pas utilisés pour exercer des pressions sur la Russie dans les zones dont la délimitation juridique fait l'objet de conflits comme la frontière de l'Abkhazie et de la Géorgie (*Pir-Center*, juin 2020).

Selon Iou. Zverev, de l'université Kant (Kaliningrad), **la perspective d'un transfert d'armes nucléaires américaines depuis l'Allemagne en Pologne est peu vraisemblable à court et moyen termes**, notamment pour des raisons logistiques, politiques et de pertinence militaire (les sites militaires polonais seraient plus vulnérables aux systèmes de défense antiaérienne et antimissile russes). Néanmoins, cette perspective ne peut être exclue à plus long terme et Moscou doit s'y préparer (*Erkazja Ekspert*, 15 juin 2020).

Biélorussie

Pour A. Souzdaltsev, du Haut collège d'économie de Moscou, **le pouvoir du président biélorusse s'érode. La population contestataire est prête à voter pour tout autre candidat que Loukachenka**. Selon un sondage du média biélorusse TUT.by, celui-ci ne recueillerait en effet que 6 % des voix contre 55 % pour l'opposant V. Babariko [récemment arrêté, NDLR]. A. Chraïbman, de TUT.by, estime que le régime biélorusse est cependant loin de l'effondrement : il n'y a aucun signe de scission au sein de l'élite dirigeante. **A. Loukachenka n'hésitera pas à évincer les opposants, soit en les**

Points clés

- Le régime biélorusse perd la confiance de la population. Quelle que soit la méthode choisie pour neutraliser l'opposition dans le contexte des élections présidentielles, des protestations massives semblent inéluctables.
 - Même si Moscou ne soutient aucun candidat d'opposition biélorusse en particulier, il exerce une influence déstabilisatrice sur la campagne présidentielle par des vecteurs économiques et médiatiques pour affaiblir le président sortant et le pousser à négocier avec Moscou.
 - Moscou œuvre à la réforme de l'armée et du renseignement syriens, mais se heurte à Téhéran qui entend aussi y renforcer son influence.
-

empêchant de se présenter, soit par la fraude électorale. Le politologue biélorusse indépendant S. Tchaly, au contraire, estime que les élites biélorusses sont divisées et les fonctionnaires mécontents, ce qui exclut la possibilité d'une fraude électorale massive. Dans ces conditions, deux scénarios sont possibles : si les candidats d'opposition ne peuvent se présenter, des manifestations se déclencheront dans tout le pays, que le pouvoir réprimera, mais difficilement. S'ils accèdent à l'élection, Loukachenka perdra. Enfin, A. Souzdtaltsev estime que si Loukachenka tente de perturber les élections en invoquant une menace d'agression russe ou ukrainienne, il pourrait être renversé par la « junte des forces de l'ordre » (*Republic*, 3 juin 2020).

D. Driz, de *Kommersant*, estime que l'arrestation des candidats V. Babariko et S. Tikhanovski montre que les élections se dérouleront dans un climat répressif et sans la participation de l'opposition « hors système ». **La fragilisation d'A. Loukachenka ne doit pas être surestimée** car, outre les services de sécurité, il s'appuie également sur son électorat principal des régions rurales mais aussi sur la classe ouvrière et les fonctionnaires du secteur public (*Kommersant*, 18 juin 2020).

A. Chraïbman observe depuis fin 2019 un **renforcement des *siloviki* dans l'appareil d'État biélorusse au détriment des réformateurs.** Le remplacement, début juin, du Premier ministre biélorusse S. Roumass au profit de l'ancien directeur du Comité militaro-industriel R. Golovtchenko confirme cette orientation. Outre le contexte pré-électoral marqué par des manifestations et l'émergence de candidats d'opposition crédibles, **cette tendance traduit l'incapacité du régime biélorusse à proposer une stratégie de développement économique crédible.** Sur le plan international, compte tenu de la dégradation des relations avec Moscou, il est probable que Minsk cherche de nouveaux partenaires. La nomination de R. Golovtchenko, ancien ambassadeur dans les pays du Golfe et du vice-Premier ministre N. Snopkov, ancien ambassadeur en Chine, pourraient faciliter cette diversification (*Centre Carnegie de Moscou*, 8 juin 2020).

Selon Iou. Tsarik, du Centre des études stratégiques et de politique étrangère (CSFPS, Minsk), **Moscou exerce une influence sur la campagne présidentielle biélorusse même s'il ne soutient pas un candidat en particulier.** Cette influence s'exprime par le refus d'aide économique et le soutien au discours médiatique critique à l'égard du président actuel. Il est en outre probable que la Russie ait apporté aux candidats d'opposition des garanties pour leur sécurité. Son objectif est de déstabiliser et affaiblir le régime d'A. Loukachenka afin de prévenir son autonomisation et de le pousser à revenir à la table des négociations en position de faiblesse. Le renforcement des *siloviki* au sein du gouvernement biélorusse s'inscrit dans cette conjoncture, mais les libéraux y seront probablement réintégrés après les élections pour rassurer les partenaires internationaux (*Riddle*, 16 juin 2020).

Ukraine

Pour I. Konovalov, du Centre de conjoncture stratégique (Moscou), l'octroi par l'OTAN à l'Ukraine du statut de partenaire bénéficiant du programme « nouvelles opportunités » (*Enhanced Opportunity Partnership*) n'apportera pas de réel changement. Il s'agit de formaliser l'accès du pays à des programmes de coopération ayant déjà cours, ce qui ne préfigure par une adhésion prochaine du pays à l'Alliance (*Moskovskii Komsomolets*, 13 juin 2020).

Moyen-Orient

Pour l'expert du RIAC K. Semionov, le principal objectif de Moscou en Libye est d'y maintenir son influence. Par conséquent, la stratégie de Moscou consistant à ne pas miser exclusivement sur le maréchal Haftar (malgré la position d'une partie des élites militaires) est adéquate. **Moscou est désormais conscient du fait que le conflit libyen ne peut être résolu par la guerre,** et le retrait des mercenaires du groupe Wagner s'inscrit dans cette logique. S'agissant des MiG-29, les forces d'Haftar les ont vraisemblablement obtenus auprès de pays tiers. Après le retour de la paix, **les liens maintenus avec le Gouvernement d'entente nationale permettront probablement aux compagnies énergétiques russes de reprendre leurs activités en Libye** (*Vzgliad*, 5 juin 2020).

Points clés

- La présence des sociétés militaires privées russes en Afrique a des effets limités, voire négatifs, sur le terrain et peu d'intérêt pour Moscou.
 - Hormis la possibilité de vendre des armes à l'Inde, Moscou aurait davantage à perdre qu'à gagner dans le conflit sino-indien, qui contrarie ses projets eurasiatiques.
-

Selon A. Khlebnikov, du *Russian International Affairs Council (RIAC)*, la Russie considère que le processus de réconciliation en Syrie dépendra de la manière dont l'Armée arabe syrienne (AAS) sera réformée. En s'inspirant de l'expérience arabo-soviétique en matière de coopération militaire (entraînement, envoi de jeunes officiers syriens en Russie, etc.), **Moscou entend participer à cette réforme pour professionnaliser et stabiliser l'AAS**. Il souhaite en faire une armée hautement mobile (contrôle des frontières, forces anti-rébellions, forces aériennes), une institution centrale du gouvernement et un partenaire de confiance capable de sécuriser les intérêts russes en Syrie. **L'approche russe de la réforme s'oppose à celle de Téhéran. Moscou souhaite en effet faire de l'AAS une armée dépolitisée et non-idéologique**, rétablir le monopole de Damas sur le recours à la force et réduire sa dépendance militaire à l'Iran. Cet effort suppose d'incorporer les milices pro-gouvernementales dans le nouveau système militaire, tout en contrebalançant l'influence dont y jouit Téhéran. La Russie espère ainsi s'imposer comme le médiateur le plus efficace et légitime dans la résolution du conflit (*Centre Carnegie de Moscou*, 19 juin 2020).

De la même façon, l'analyste (sans affiliation connue) K. Semenov estime que **la Russie devrait œuvrer à la réforme de la communauté du renseignement syrien pour sécuriser ses positions**, notamment au sein des deux services affiliés au ministère de l'Intérieur. Il s'agirait là encore de **réduire le poids de l'Iran**, qui dispose d'une influence considérable parmi les deux organes du renseignement militaire syrien. En tout état de cause, la compétition entre services spéciaux pro-Téhéran et proches de Moscou devrait s'accroître significativement dans le contexte d'après-guerre (*Centre Carnegie de Moscou*, 19 juin 2020).

Afrique

Selon S. Soukhankine de la *Jamestown Foundation*, **l'activité des sociétés militaires privées (SMP) russes en Afrique subsaharienne a rapporté jusqu'à présent peu de dividendes à la Russie** : en République centrafricaine, les ressources minières sont probablement surévaluées, et seuls les hommes d'affaires tels que E. Prigojine sont bien placés pour en tirer profit. Sur le plan politique, la Russie n'a pas véritablement intérêt à évincer du pays son concurrent français : sans l'assistance humanitaire et militaire de Paris, le gouvernement Touadéra, ami de Moscou, s'effondrerait probablement. Au Soudan, la Russie a perdu de son attractivité après la chute du régime Bachir. Au Mozambique, les échecs essayés par les SMP russes faces aux insurgés et leurs difficultés à communiquer avec l'armée locale minent la coopération. De fait, il est peu probable que la situation évolue : les problèmes auxquels sont confrontées les autorités locales (radicalisation de la jeunesse, terrorisme) ne peuvent en effet être résolus sans réformes internes. La présence de mercenaires russes risque, en outre, de déclencher des tensions intra-africaines (*Riddle*, 12 juin 2020).

Asie

Pour A. Kouprianov, de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), les récents affrontements militaires entre la Chine et l'Inde dans l'Himalaya pourraient permettre à Moscou de vendre à New Delhi des avions de combat et des systèmes S-400. Cependant, au-delà de ces gains tactiques, **les tensions sino-indiennes sont préoccupantes pour la Russie**, son projet eurasiatique et ses relations équilibrées avec les deux puissances. Moscou n'a que peu d'influence pour remédier à ce conflit (*Radio Svoboda*, 20 juin 2020).

Arctique

Pour P. Goudev, chercheur à l'IMEMO, il est urgent de désamorcer les tensions relatives aux activités de navigation dans l'océan Arctique : avec la fonte des glaces le long du Passage du Nord-Est, il est probable que les États-Unis multiplient les incursions illégales, ce qui risque d'entraîner des incidents militaires. **Sans pour autant contraindre Washington à renoncer à ses principes juridiques en faveur de la liberté de navigation, les deux parties pourraient s'accorder sur un statu quo dans l'Arctique et élaborer un « code de conduite »** pour définir les activités à risque et prévenir ainsi le risque d'incident. La confiance pourrait également être restaurée par la

Points clés

- Moscou doit reprendre le dialogue avec Washington sur la sécurité en Arctique afin de prévenir le risque d'incidents militaires.
-

modernisation des accords bilatéraux existants entre les États-Unis et la Russie, comme l'accord sur la prévention des activités militaires dangereuses (1989), et l'élaboration de nouveaux accords. Enfin, ce dialogue sécuritaire doit être maintenu dans un format bilatéral afin d'assurer la prise en compte des intérêts nationaux russes et américains sans ingérence des pays tiers (Chine, OTAN) (*Club Valdai*, 10 juin 2020).

Énergie

Pour A. Sobko, analyste au centre énergie de Skolkovo, **la création d'une « OPEP du gaz » ne serait pas pertinente** malgré la baisse des prix du gaz. D'une part, contrairement à la production pétrolière, celle de gaz naturel liquéfié (GNL) requiert des investissements initiaux substantiels ; limiter la production ne permettrait pas aux acteurs de les amortir. D'autre part, le gaz subit la concurrence du charbon et des énergies renouvelables, de sorte que la réduction de l'offre n'entraînerait pas de hausse des prix (*RLA Novosti*, 11 juin 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées